

**BOUTEFLIKA DÉNONCE LES ATTAQUES CONTRE L'ANP****Recul ou entrée dans l'arène ?**

*La sortie, mardi, du Président Bouteflika, à travers laquelle il rappelle à l'ordre ceux qui s'acharnent contre l'institution militaire, a ouvert encore plus large le spectre des lectures, sans toutefois lever l'interrogation autour de sa candidature qui taraude les esprits. Désaveu à Amar Saâdani, compromis avec le DRS, compromis, chacun y est allé de sa grille de lecture. Cependant, aucune affirmation n'est osée.*

**œœSofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - La compréhension qui s'en dégage immédiatement est que Bouteflika jette en pâture le secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saâdani, qui s'est identifié, au fil de ses sorties fracassantes, à son rôle d'entremetteur au service du clan présidentiel et, donc, du Président lui-même.

Un désaveu auquel Bouteflika se serait résigné après avoir mesuré les dérives dangereuses que les déclarations de Saâdani risquaient d'induire. «Nous sommes certes habitués à des dépassements émanant de certains milieux à l'approche de chaque échéance mais, cette fois-ci, l'acharnement a pris une ampleur telle que notre pays n'a jamais connue depuis l'indépendance, allant jusqu'à tenter de porter atteinte à l'unité de l'Armée nationale populaire ainsi qu'à la sta-

bilité du pays et à son image dans le concert des nations. Nul n'est en droit, quelles que soient ses responsabilités, de s'en prendre à l'ANP ni aux autres institutions constitutionnelles du pays», a inséré Bouteflika dans son message au chef d'état-major de l'ANP, suite au crash de l'avion militaire à Oum-El-Bouaghi.

Il y a lieu de relever la bizarrerie de ce que c'est le ministre de la Défense, chef suprême des armées qui adresse un message de condoléances à son subalterne, le vice-ministre de la Défense, chef d'état-major de l'ANP. Ceci pour la forme. Dans le fond, des remarques s'imposent. Première remarque : le chef de l'Etat parle d'un acharnement qui a pris une ampleur inégalée depuis 52 ans. Ce qui devait normalement susciter une réaction prompte de sa part, en sa qualité de chef suprême

**Le Président Abdelaziz Bouteflika.**

Photos : Samir Sid.

Le des armées et ministre de la Défense nationale. Or, il aura attendu une semaine entière, avec tous les rebondissements que les attaques d'Amar Saâdani contre le DRS ont entraînés, pour sortir de son mutisme.

Le timing de sa réaction est en inadéquation avec l'appréciation qu'il se fait de la situation provoquée par les déclarations d'Amar Saâdani. Seconde remarque : l'avertissement de Bouteflika ne s'adresse pas aux seuls acteurs qui ciblent le DRS mais à tous ceux qui

s'attaquent au reste des institutions de l'Etat, la présidence de la République y compris, donc. «Nul n'est en droit, quelles que soient ses responsabilités, de s'en prendre à l'ANP ni aux autres institutions constitutionnelles du pays», a-t-il choisi d'écrire. D'aucuns se laisseraient convaincre que Bouteflika plaide pour une campagne électorale qui préserve la stabilité des institutions de l'Etat. Mais qu'en est-il de sa position propre par rapport à l'élection présidentielle prochaine ? Sa sortie peut se lire, d'abord,

comme un démenti à ceux qui le présentent comme otage de son clan qui travaille à lui forcer la main pour rempiler. Je suis encore maître à bord, semble-t-il vouloir dire. Mais sera-t-il candidat ? Dans un papier publié mardi, le journal El Qods Al Arabi avance la piste d'une non-candidature de Bouteflika.

Le journal qui ne s'appuie sur aucune source identifiée, analyse néanmoins œdes éléments épars, comme le départ des médecins français qui se chargeaient de sa réadaptation fonctionnelle.

A contrario de cette hypothèse, d'autres pensent que Bouteflika se remet en surface dans la perspective d'une annonce de candidature. En prélude à cela, est-il suggéré, Bouteflika, à travers sa sortie, a travaillé à s'extraire de la mêlée et s'innocenter des attaques menées par Saâdani contre le DRS.

Enfin, une troisième hypothèse privilégie la piste d'un compromis politique, rendu nécessaire par les ondes de choc produites par les attaques frontales de Saâdani. En définitive, la sortie de Bouteflika a plus ajouté à l'illisibilité ambiante qu'elle a apporté une éclaircie.

**S. A. I.****Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions...****ALI BENOUARI, ANCIEN MINISTRE DU TRÉSOR AU GOUVERNEMENT GHOZALI, CANDIDAT AUX PRÉSIDENTIELLES :**

«Je dirai que c'est un sursaut républicain. Le président se réveille et c'est une bonne chose. Cela sur le plan de la forme. Sinon, qu'est-ce que cela pourrait cacher, je ne sais pas. C'est difficile à décoder. Le président Bouteflika est un personnage redoutablement intelligent. Il connaît bien l'armée, son frère, son entourage et aussi l'importance des enjeux du moment. Sauf qu'on aurait aimé qu'il se prononce avant de laisser les choses dangereusement pourrir. Mais, mieux vaut tard que jamais !».

**MOHAMED BENHAMOU, PRÉSIDENT DU PARTI EL KARAMA ET CANDIDAT AUX PRÉSIDENTIELLES :**

«En sortant hier de son mutisme, le président Bouteflika a mis fin au bluff auquel s'adonnent ceux qui ont profité de son silence pour se positionner. C'est une giflle pour tous ceux qui ont prétendu parler en son nom. Je l'ai dit avant, je le répète aujourd'hui, ça suffit ! Il sert à quoi de s'attaquer au frère du Président ? Qu'on cesse de s'attaquer aux personnes. Si on veut critiquer un président ou un Premier ministre, discutons son bilan. Il est temps de parler de nos programmes.»

**LAKHDAR BENKHALLEF, NUMÉRO 2 DU FRONT DE LA JUSTICE ET DU DÉVELOPPEMENT (FJD) :**

«Cela prête à sourire ! Ce n'est, en fait, qu'un petit calmant qui ne saurait arrêter, à mon avis, cette guerre opposant les partisans et les adversaires du quatrième mandat, ceux qui sont pour et ceux qui sont contre la corruption. On aurait souhaité qu'il se prononce justement sur les questions du quatrième mandat et la corruption. La corruption se chiffre selon le général Hocine Benhadid à 50 milliards de dollars américains (37 milliards de pots de vins et 12 milliards de détournements). Ce n'est pas cette sortie à l'occasion du crash d'avion qui va l'arrêter. S'il veut mettre fin à ces agissements qui nuisent aux institutions de l'Etat, il n'a qu'à se prononcer pour dire s'il se présente ou pas à un quatrième mandat.»

**MOHAMED ZERROUKI, PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL POUR LES LIBERTÉS (FNL) :**

«C'est un non-événement pour nous. Ce qu'il a dit n'influera certainement pas le cours des choses. Parce que s'il y avait autorité, les rivalités partisans ne se seraient jamais transmises à l'intérieur des institutions de l'Etat. Des rivalités qui s'expriment maintenant dans la rue à travers certains chefs de parti et par presse interposée. C'est l'anarchie. Les institutions sécuritaires constituent une ligne rouge dans tous les pays du monde. Sauf chez nous, apparemment. Cela n'honore pas l'Armée nationale et populaire. Il devient

dangereux même. On aurait aimé que les débats soient tenus entre partis politiques, sur le terrain des idées et des programmes.»

**ABDELAZIZ BELAÏD, PRÉSIDENT DU FRONT EL MOUSTAKBAL ET CANDIDAT AUX PRÉSIDENTIELLES :**

«Je pense que c'est une réaction à la levée de boucliers observée par la classe politique par rapport aux déclarations irresponsables de Saâdani. Même s'il ne l'a pas cité nommément. Personnellement, je ne crois pas que Saâdani a été actionné par le clan présidentiel, il aurait peut-être été actionné par d'autres forces. Or, si c'était le cas comme le créditent certaines lectures, il aura ainsi tâté le terrain et il a tiré ses conclusions pour se rattraper à travers cette sortie médiatique. Ce qui est sûr, à mon avis, cette lutte ne s'arrêtera pas même si le Président se prononce pour dire s'il se présente ou non à un quatrième mandat. Les gens continueront à se positionner jusqu'à la fin du processus électoral.»

**SOFIANE DJILALI, PRÉSIDENT DE JIL JADID ET CANDIDAT AUX PRÉSIDENTIELLES :**

«Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Sa sortie a donné un coup d'arrêt aux promoteurs du quatrième mandat. Nous avons là l'intéressé lui-même qui se lave les mains des excès de ses propres supporters. On aurait néanmoins aimé qu'il dise s'il se présente ou non à un quatrième mandat. Je dois néanmoins dire que remettre certains hommes à leur place par le biais d'un même communiqué de presse où il présente des condoléances aux familles des victimes du crash d'avion, ne relève ni de la politesse ni du professionnalisme. Je me demande qui prend ce genre d'initiatives !»

**MOUSSA TOUATI, PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL ALGÉRIEN (FNA) ET CANDIDAT AUX PRÉSIDENTIELLES :**

«Sincèrement, ses sorties ne m'intéressent pas ! Ni ses entrées d'ailleurs. Le FNA s'est déjà positionné par rapport à ce qui touche aux institutions et nous n'avons plus envie d'écouter ces gens-là. Nous les avons suffisamment entendus. Ce sont deux groupes qui s'affrontent pour le pouvoir. Je ne viens ainsi pas en arbitre. J'observe. Je conseille aussi à la presse de rester à l'écart. Ils (les deux groupes) cherchent un terrain d'entente entre eux. Une entente qui sera à nos dépens. Donc, il vaut mieux se taire car, parler équivaut à apporter de l'eau à leurs moulins. Qu'un groupe abatte l'autre ! Cela ne serait que bénéfique pour nous.»

**AZZEDINE TEBBAL, CHARGÉ DE COMMUNICATION DU MSP :**

«Côté politique, le contenu de la sortie médiatique du président nous le partageons du moment qu'il appelle à préserver l'institution militaire. Car, nous avons déjà fait part de

notre souhait quant à l'éloignement de cette institution du débat politique pour qu'elle se consacre à ses missions définies par la Constitution. Par ailleurs, il est à rappeler que nous avons appelé le président de la République à s'adresser au peuple au moment où d'autres personnes parlaient en son nom. Maintenant que toute cette polémique a atteint le stade de la psychose et que la stabilité du pays est menacée, nous estimons que ce qui a été dit par le Président n'est pas suffisant, vu l'ampleur des dégâts. Ce n'est pas une personne qui est mise en péril, mais toute une institution. Enfin, nous jugeons que le communiqué de la présidence n'a pas donné toutes les réponses et, pour ce faire, Abdelaziz Bouteflika doit s'adresser dans un discours au peuple. S'il est incapable de le faire, les institutions du pays doivent prendre leurs responsabilités.»

**SAÏD BOUHADJA, MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DU FLN :**

«La sortie médiatique du Président est plus large pour être interprétée comme un rappel à l'ordre au SG du FLN, Amar Saâdani. C'est qu'Abdelaziz Bouteflika, s'adresse à toute la classe politique nationale. C'est un message clair où il y a lieu de comprendre qu'il ne faut plus impliquer l'institution militaire dans les activités partisans. En même temps, nous considérons que la sortie du premier magistrat du pays servira à reconforter le peuple et pour dire qu'il est là. C'était le moment pour faire cessez tout cela.»

**ATMANE MAZOUZ, SECRÉTAIRE NATIONAL À LA COMMUNICATION DU RCD :**

«Personnellement, je ne sais pas si l'on peut réellement oser parler de "réaction" du chef de l'Etat. Bouteflika est impotent et de par sa maladie, il n'est qu'un instrument au même titre que Saâdani, véritable pantin politique, entre les mains de prédateurs qui ont squatté gouvernement et institutions. Quant au contenu du message, les Algériens auraient mieux accepté qu'il se limite à la compassion envers les proches et familles des victimes dont nous partageons la douleur. Profiter du moment d'un drame pour s'épancher sur des mises au point épistolaires et internes au régime est inconcevable alors que les Algériens ne l'ont pas entendu s'exprimer depuis une année. Celui qui allume une mèche ne peut se faire passer pour un arbitre. Quel bon sens ou décence peuvent-ils amener, encore, ceux qui ont ruiné le pays à continuer à nous imposer par la manipulation la continuité d'un régime à qui la majorité des Algériens ne cessent de lui signifier au quotidien qu'il doit partir ? Le régime est à bout de souffle. Que des personnes parlent de désaveu ou non de Saâdani par Bouteflika, ceci n'est que cacophonie intra-muros au régime. Le souci des Algériens est d'en finir avec tous les acteurs et complices de la tragédie nationale. Cette guéguerre au sommet, reconnaissons-le, a au moins le mérite de dévoiler que les résultats de la supercherie électorale du 17 avril seront actés et arbitrés par le grand collège de l'ombre.»

**Propos recueillis par Lyas Hallas et M. M.**